

Pour l'unité ouvrière qui imposera la rupture avec Macron et sa politique

lançant sa campagne présidentielle, Macron a promis à Marseille la somme de 1,5 milliard à la ville. Somme dérisoire qui ne couvre qu'une infime partie des besoins urgents pour la rénovation des écoles, au regard des près de 200 écoles dans un tel état qu'il est quasiment devenu impossible d'y faire cours. Somme dérisoire pour les transports publics et le logement, au regard des 100 000 personnes officiellement mal logées.

De plus, ce saupoudrage financier est soumis à conditions :

- des écoles où le recrutement des enseignants sera fait par les directeurs, au mépris du statut des enseignants et du caractère national de l'instruction publique, enfermant toujours plus les enfants des quartiers populaires dans un ghetto scolaire sans obligation de programme ni de progression ;
- l'aide financière promise aux hôpitaux s'inscrit dans le plan de démantèlement de l'Assistance publique-Hôpitaux de Marseille (AP-HM), qui prévoit la fermeture de 270 lits et la vente de deux hôpitaux « des beaux quartiers » aux spéculateurs immobiliers ;
- la rénovation des bâtiments scolaires sera confiée à un organisme « mixte », premier pas vers la privatisation ;
- la remise en cause du droit de grève des personnels territoriaux, expressément exigée par Macron dans son discours ;
- la coopération des élus locaux à ces mesures de régression sociale, coopération à laquelle s'est engagée le maire « socialiste » de Marseille.

Privatisation, remise en cause de l'égalité des enfants dans la République, du statut des fonctionnaires, du droit de grève, du droit au logement, de l'hôpital public : dans ces domaines comme dans tous les autres, Macron poursuit et aggrave sa politique réactionnaire (et celle de ses prédécesseurs) au service des capitalistes.

Comme il le fait avec le pass prétendument sanitaire qui sert d'abord à supprimer des milliers de lits dans les hôpitaux publics après en avoir chassé des milliers de personnels. Comme il le fait en remettant à l'ordre du jour sa contre-réforme des retraites et en appliquant celle de l'assurance chômage.

Et pourtant... il y a dans ce pays une large majorité qui aspire à en finir avec cette politique et celui qui la porte : Macron !

Il y a dans ce pays une large majorité qui aspire à la rupture avec cette politique au seul service des capitalistes et des spéculateurs, une majorité qui aspire à ce que l'argent public serve aux hôpitaux, à l'école, aux services publics en général, à la défense des retraites et de toutes les conquêtes ouvrières.

Il y a dans ce pays une majorité qui considère que les 560 milliards offerts par le gouvernement et l'Assemblée nationale à la classe capitaliste trouveraient un bien meilleur usage s'ils étaient confisqués et affectés à l'école, aux services publics, aux hôpitaux.

Pourtant, dans le cadre des institutions antidémocratiques de la V^e République, la seule perspective serait, si l'on en croit les sondages, la réélection de Macron, vainqueur d'un second tour face à Le Pen ! Impossible ! Il est impossible de laisser les mains libres à Macron pour appliquer sa politique de destruction ! Impossible également de le laisser (lui ou quiconque continuerait sa politique) poursuivre cinq ans de plus cette destruction des droits ouvriers, des droits démocratiques et des services publics.

Il est urgent que se rassemble la seule force capable d'imposer la rupture avec cette politique : la force de la classe des travailleurs et de la jeunesse, dans l'unité sur les revendications, qui s'exprime déjà dans les grèves en cours.

Permettre que par tous les moyens nécessaires l'unité ouvrière impose la rupture avec Macron et sa politique : tel est l'objectif du Parti ouvrier indépendant démocratique, partisan d'une Assemblée constituante par laquelle le peuple définira lui-même ce que doivent être des institutions démocratiques et une politique au service de la majorité.

C'est pourquoi le POID soutient la convocation de la conférence nationale pour l'unité du 16 octobre et l'organisation dans tout le pays des assemblées ouvrières pour l'unité, pour la rupture ouvrière, pour en finir avec Macron et sa politique.

Le bureau national du Parti ouvrier indépendant démocratique, samedi 4 septembre 2021.